

505 L H 21122

2212

(1942)

A

Transformation de 30 locomotives 141 B et C n° 001 à 250 de la Région Ouest.-

Pre S.N.C.F. au M.T.P.
 Pêche du M.T.P. à la S.N.C.F.

3. 1.42
 26. 3.42

Secrétariat d'Etat
aux Communications

Paris, le 26 mars 1942

Direction Générale des Transports

5ème Bureau

C O P I E

Matériel moteur - Locomotives à vapeur

Transformation de 30 locomotives 141 B
et C n° 001 à 250 de la Région Ouest

M.R.300-6

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil
d'Administration de la S.N.C.F.

Vous m'avez présenté, le 3 janvier 1942, un projet relatif à l'amélioration de 30 locomotives des séries 141 B et C (n° 001 à 250) de la Région de l'Ouest. Les dispositions envisagées comportent les opérations suivantes :

- 1°) renforcement du châssis,
- 2°) application d'un surchauffeur Houlet,
- 3°) remplacement des cylindres existants par d'autres cylindres à larges orifices et application corrélative de distributeurs à course allongée,
- 4°) application d'une pompe ACFI
- 5°) application d'un graisseur mécanique.

Le but du projet est d'améliorer la vitesse et le rendement des machines et de réduire leur consommation de combustible et d'huile de graissage.

Ce projet qui figure au budget d'établissement de l'exercice 1942 (programme ordinaire - matériel roulant autre que neuf) comporte, suivant le détail estimatif qui y est joint, une dépense nette totale de 5.340.000 fr dont 4.500.000 fr imputables au compte de premier établissement de matériel roulant.

Vous indiquez que cette dernière dépense serait échelonnée à raison de :

2.250.000 fr en 1942,
2.250.000 fr en 1943.

Le Service Technique des Transports, consulté, a fait observer que les modifications envisagées permettant d'éviter des frais de réparation qui auraient dû être engagés à l'occasion des grandes réparations des locomotives en question et qui auraient été à la charge du compte d'exploitation, le montant de ces frais économisés - soit 30.000 fr par machine - doit venir en déduction des dépenses imputables au compte d'établissement.

Compte tenu, d'une part, des difficultés d'approvisionnement du charbon et de la réduction considérable de la puissance du parc moteur entraînée par les prélèvements de locomotives à vapeur

opérée par les autorités occupantes et, d'autre part, de l'observation qui précède, j'approuve le projet présenté dont le montant brut s'élève à :

$$(203.000 + 5.000) 30 = 6.240.000 \text{ fr}$$

et dont le montant net imputable sur les crédits d'engagement ouverts au budget d'établissement de la Société Nationale, s'élève à :

$$6.240.000 - (30.000 + 5.000) 30 = 5.190.000 \text{ fr.}$$

Cette somme, toutefois, est supérieure de 690.000 fr au crédit ouvert au budget de 1942. Cette différence provient de ce que les crédits affectés au matériel ne sont pas toujours calculés sous déduction de la valeur des installations supprimées. Par application de la décision du 11 septembre 1939, ils doivent au contraire correspondre aux dépenses brutes.

Il est entendu que :

I - Les imputations, tant en dépenses qu'en recettes, faites suivant la circulaire ministérielle du 20 mai 1902 et la décision du 11 septembre 1939, seront les suivantes :

1°) Travaux de premier établissement de matériel roulant: somme nette (déduction faite du coût primitif des organes supprimés) évaluée en principal à :
 $5.190.000 - 53.000 \times 30 = \dots\dots\dots 3.600.000 \text{ fr}$

2°) sous-compte de "matériel supprimé" :

a) coût primitif des organes supprimés évalués à :
 $53.000 \times 30 = \dots\dots\dots 1.590.000 \text{ fr}$

b) reprise des matériaux récupérables évalués à :
 $30.000 \times 30 = \dots\dots\dots 900.000 \text{ fr}$

3°) compte d'exploitation :

a) frais de dépose et de repose des organes supprimés ou conservés :
 $5.000 \times 30 = \dots\dots\dots 150.000 \text{ fr}$

b) somme correspondant aux frais de réparation économisés par la modification :
 $30.000 \times 30 = \dots\dots\dots 900.000 \text{ fr}$

II - La répartition entre les exercices 1942 et 1943 des dépenses imputables au compte de premier établissement devra être portée à ma connaissance après avoir été rectifiée conformément à l'observation ci-dessus, dont vous aurez à tenir compte dans la présentation des projets ultérieurs donnant lieu à une semblable économie de frais de réparation.

III - La dépense à payer en 1942 et pendant les exercices suivants devra rester dans la limite des crédits de paiement inscrits à cet effet aux budgets de travaux de premier établissement de matériel roulant, autres que les acquisitions de matériel neuf, de la Société Nationale des Chemins de fer, régulièrement approuvés pour ces exercices.

Le Directeur Général des Transports,
Signé : CLAUDON.